

pour le Portugal et l'Espagne traduisent l'enthousiasme que suscitait alors leur participation éventuelle.

Tableau 1
Différentiel d'intérêt par rapport aux obligations allemandes sur une période de 10 ans
(en points de base)

<i>Membres principaux probables de l'UEM</i>	
<i>Allemagne</i>	-
<i>France</i>	-21
<i>Pays-Bas</i>	-14
<i>Belgique</i>	-14
<i>Autriche</i>	- 4
 <i>Membres périphériques</i>	
<i>Finlande</i>	+39
<i>Irlande</i>	+65
 <i>Refus d'adhérer à l'UEM</i>	
<i>Danemark</i>	+74
<i>Royaume-Uni</i>	+127
 <i>Pays moins susceptibles d'adhérer à l'UEM</i>	
<i>Portugal</i>	+37
<i>Espagne</i>	+44
<i>Suède</i>	+61
<i>Italie</i>	+76

Source : Paribas Capital Markets. Les différentiels sont calculés le 14 janvier 1997 d'après les taux d'intérêt à terme en date de janvier 1999 sur le marché des swaps. Les taux à terme en date du début de l'UEM offrent la meilleure mesure comparative des attentes du marché sur les probabilités qu'une monnaie fasse partie de l'UEM.

Ironiquement, même si le Royaume-Uni est un des rares pays qui satisfassent d'assez près aux critères de Maastricht pour être admissibles à l'UEM, il se réserve de refuser d'y adhérer. Il n'a pas encore suivi l'exemple d'autres pays européens en omettant de rendre sa